Administration portuaire de Hamilton-Oshawa

Rapport annuel au Parlement

sur l'administration
de la Loi sur l'accès à l'information

du

1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020

1. INTRODUCTION

La présente loi a pour objet d'élargir l'accès aux documents de l'administration fédérale en consacrant le principe du droit du public à leur communication, les exceptions indispensables à ce droit étant précises et limitées et les décisions quant à la communication étant susceptibles de recours indépendants du pouvoir exécutif.

Le rapport est préparé et déposé devant le Parlement conformément à l'article 72 de la Loi.

L'Administration portuaire de Hamilton-Oshawa (APHO) a été identifiée dans la Partie 1 de l'Annexe de la Loi maritime du Canada en tant que société responsable de la gouvernance du port de Hamilton et Oshawa. L'APHO est la société remplaçante des Administration portuaire de Hamilton et Administrations portuaire de Oshawa, avec effet le 19 juin 2019.

L'Administration portuaire est chargée de : fournir l'infrastructure maritime nécessaire à la réalisation des objectifs sociaux et économiques locaux, régionaux et nationaux en veillant à ce que les services de transport maritime répondent aux besoins des utilisateurs et qu'ils soient disponibles à un coût raisonnable; d'assurer un niveau élevé de sécurité et de protection de l'environnement ; de tenir compte des priorités et des besoins locaux et en coordonnant ses activités avec les autres modes de transport, et de gérer l'infrastructure et les services maritimes de façon commerciale en favorisant la rétroaction des utilisateurs et de la communauté portuaire.

2. PROCÉDURES DE CONFORMITÉ

Des procédures ont été instaurées en vue de transmettre toutes les demandes officielles au coordonnateur, Accès à l'information, qui veille à ce qu'elles soient traitées conformément aux dispositions de la *Loi*.

3. DÉLÉGATION

Le coordonnateur de l'Accès à l'information est Ms. Sue Auton, Directrice ressources humaines. L'Annexe B contient une copie de l'ordonnance de délégation.

4. EXPLICATION DU RAPPORT DU RÉSUMÉ STATISTIQUE

L'Annexe A ci-jointe est le formulaire SCT 350-62 « *Rapport statistique sur la Loi sur l'accès à l'information* »; celui-ci contient les données statistiques sur les demandes d'accès officielles reçues par l'Administration portuaire de Hamilton. Aucun document confidentiel du Cabinet n'a été traité. Aucune trousse d'Accès à l'information auparavant divulguée n'a été communiquée de manière informelle pendant la période visée.

Aucune demande n'a été reçue au cours de la période visée.

Exemptions invoquées

Aucune disposition d'exemption n'a été invoquée.

Exclusions invoquées

Aucune exclusion n'a été invoquée.

Délais de traitement

Sans objet.

Frais

Une dispense des frais de 5 \$ par demande est accordée à toutes les demandes.

Consultations

Aucune demande n'a été reçue au cours de la période visée.

Frais d'exploitation et de personnel

Le coût total lié à l'administration de la Loi a été évalué à 1 650 \$. La méthode utilisée afin de calculer le coût en personnel est celle d'un tarif horaire de paye pour le personnel concerné, multiplié par le nombre d'heures consacrées aux activités liées à l'accès à l'information, conformément au règlement (dispositions) tel qu'établi dans la Loi. Ces coûts comprennent le traitement des demandes, la production de rapports annuels et statistiques et la mise à jour des publications d'*Info Source*.

Tendances pluriannuelles

Au cours des cinq (5) dernières années, nous avons reçu en moyenne trois (3) demandes par année. Parmi les demandes reçues, la moitié, en moyenne, ont fait l'objet d'une communication complète et la moitié ont été exemptées ou aucun document n'existait. Les demandes reçues au cours des cinq (5) dernières années ont été traitées dans le délai prescrit, à l'exception d'une seule qui a nécessité une prorogation de 30 jours. Le nombre de demandes reçues durant la période visée est inférieur à celui des périodes de référence antécédentes.

5. FORMATION

Des activités d'éducation ou de formation liées à l'accès à l'information n'ont pas été entreprises au cours de cette période.

6. POLITIQUES DE L'INSTITUTION, NOUVELLES ET RÉVISÉES

Aucune politique ou procédure, nouvelle ou révisée, n'a été mise en œuvre durant la période visée.

7. ENQUÊTES

Aucune plainte n'a été déposée au Commissariat à l'information, et aucune vérification ou enquête n'a été entreprise pendant la période visée.

8. SURVEILLANCE

Les demandes d'accès à l'information portent une estampille de la date et de l'heure de réception afin de surveiller le temps requis pour leur traitement. Les demandes reçues sont portées à l'attention du dirigeant de l'institution, en l'occurrence le président-directeur général.

Annexe 'A'

Annexe 'B'